



MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ÉNERGIE ET DE LA MER

*Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine*

Strasbourg, le 16 août 2016

*Unité départementale du Bas-Rhin
Équipe Centre*

**RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES POUR
LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

Objet : Installations classées pour la protection de l'environnement

Société MONDELEZ à Strasbourg

**Demande de dérogation pour la température de rejet des eaux de
refroidissement au Rhin Tortu, mise à jour de la situation administrative, mise
en conformité IED**

PJ : 1 projet de prescriptions complémentaires

I. PRÉSENTATION DE L'ACTIVITÉ ET SITUATION ADMINISTRATIVE

II. PRÉSENTATION DE LA DEMANDE

III. OBSERVATIONS DU RAPPORTEUR

IV. PROPOSITIONS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

I. PRÉSENTATION DE L'ACTIVITÉ ET SITUATION ADMINISTRATIVE

La société MONDELEZ à STRASBOURG est spécialisée dans la fabrication de chocolats et confiseries pour une capacité maximale de production de 84 t/jour.

Cette société est autorisée à exploiter ses installations par arrêté préfectoral du 12 février 2004. La dernière enquête publique a eu lieu dans le cadre de cette demande d'autorisation.

Par courrier du 3 décembre 2010 complété le 11 mars 2014, la société MONDELEZ a informé Monsieur le Préfet du Bas-Rhin de son souhait de voir sa situation administrative mise à jour et d'obtenir une dérogation pour la température de rejet de ses eaux de refroidissement au Rhin Tortu.

Ces demandes ont été jugées non-substantielles par l'Inspection des Installations classées.

II. PRÉSENTATION DE LA DEMANDE

MONDELEZ souhaite la mise à jour de sa situation administrative, notamment son classement au regard de la nomenclature des installations classées et obtenir une dérogation pour la température de rejet de ses eaux de refroidissement au Rhin Tortu : la température maximale serait maintenue à 22 °C, mais des pics allant jusqu'à 3 °C seraient autorisés 5 fois par an.

Situation du projet vis-à-vis de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement

La demande n'a pas d'impact sur le classement du site, mais celui-ci est mis à jour au regard de la directive IED et des modifications intervenues dans la nomenclature des installations classées depuis 2004.

L'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 12 février 2004, répertoriant les installations classées de l'établissement sera remplacé comme suit :

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique	Volume autorisé
1530-3	D	Dépôt de papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés, 3. le volume stocké étant supérieur à 1 000 m ³ mais inférieur ou égal à 20 000 m ³	2 500 m ³
1532-3	D	Bois ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse Le volume susceptible d'être stocké étant : 3. Supérieur à 1 000 m ³ mais inférieur ou égal à 20 000 m ³	2 000 m ³

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique	Volume autorisé
2220-A	A (3)	Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine végétale, par cuisson, appertisation, surgélation, congélation, lyophilisation, déshydratation, torréfaction, etc..., à l'exclusion du sucre, de la fécule, du malt, des huiles, et des aliments pour le bétail mais y compris les ateliers de maturation de fruits et légumes. A. Installations dont les activités sont classées au titre de la rubrique 3642	60 t/j
2230-2	D	Lait (réception, stockage, traitement, transformation) la capacité journalière de traitement étant 2. Supérieure à 7 000 l/j, mais inférieure ou égale à 70 000 l/j	9 270 l/j
2260-2.b	D	Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensachage, pulvérisation, trituration, granulation, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage et décortication des substances végétales et de tous produits organiques naturels 2. Autres installations que celles visées au 1 : b) La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 100 kW mais inférieure ou égale à 500 kW	385 kW
2910-A-2	DC	Combustion, lorsque l'installation consomme exclusivement du fioul lourd et que sa puissance thermique maximale est comprise entre 2 et 20 MW	8,5 MW
3642-3	A	Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement, des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires 3. Matières premières animales et végétales, aussi bien en produits combinés qu'en produits séparés, avec une capacité de production, exprimée en tonnes de produits finis par jour, supérieure à : – 75 si A est égal ou supérieur à 10	84 t/j (A=15 %)
4802-2.a	DC	Gaz à effet de serre fluorés. Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris PAC) de capacité unitaire >2 kg, la quantité cumulée susceptible d'être présente étant >300 kg	860kg

L'établissement est soumis à la directive relative aux émissions industrielles, dite directive IED, au titre de la rubrique 3642-3 : Traitement et transformation de matières premières animales et végétales en vue de la fabrication de produits alimentaires. Les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont : BREF FDM (Industries agroalimentaires et laitières).

III OBSERVATIONS DU RAPPORTEUR

Préambule

En référence à l'article R512-33 du Code de l'Environnement, une modification est considérée comme substantielle dès lors qu'elle est de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1.

À l'analyse des éléments fournis, il apparaît que la demande de la société MONDELEZ ne génère pas de nouveaux dangers ou inconvénients significatifs. Elle peut être réglementée par voie d'arrêté préfectoral complémentaire en application de l'article R512-31 du Code de l'Environnement.

III.1. IED

La société MONDELEZ est classée au titre de la directive IED pour la rubrique 3642-3 : Traitement et transformation de matières premières animales et végétales en vue de fabrication de produits alimentaires. Elle n'était pas connue en tant qu'établissement IPPC existant, elle est considérée comme nouvel entrant. Elle a remis son dossier de mise en conformité en date du 10 avril 2015 et son rapport de base en date du 1^{er} mars 2016.

Par conséquent, afin de respecter les dispositions des articles R 515-60 et -61 du code de l'environnement, devront être incluses dans les prescriptions régissant l'installation par voie d'arrêté complémentaire :

- la rubrique principale,
- les conclusions MTD associées,
- les conditions de surveillance des dispositifs de prévention de la pollution des sols,
- la surveillance des sols et des eaux souterraines,
- les mesures relatives aux conditions d'exploitation lors de l'arrêt définitif de l'installation.

L'arrêté préfectoral du 12 février 2004 sera mis à jour de la sorte.

III.2. Impact sur l'eau

L'exploitant sollicite une dérogation concernant le rejet de ses eaux de refroidissement au Rhin Tortu. Ainsi, il souhaite conserver la température limite maximale de 22 °C mais bénéficier d'un droit de dépassement de 3 °C à raison de 5 fois par an.

Le service Écologie Urbaine de l'Eurométropole, en charge de la gestion des cours d'eau non domaniaux comme le Rhin Tortu, a été sollicité et a conclu que l'impact d'un tel rejet serait limité et acceptable en raison du faible débit de rejet par rapport au débit du Rhin Tortu au droit de Mondelez.

De plus, l'exploitant a mis et continue de mettre en œuvre un certain nombre d'actions correctives permettant de réduire le débit de ses eaux de refroidissement.

La dérogation n'entraînera pas d'impact significatif d'un point de vue risque chronique et sera réglementée par voie d'arrêté complémentaire.

IV. CONCLUSION

Considérant qu'aux termes de l'article L. 512-1 du Code de l'Environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral,

Considérant les conditions d'aménagement et d'exploitation, les modalités d'implantation prévues dans le dossier d'information, ainsi que les mesures imposées à l'exploitant, notamment : les prescriptions relatives aux rejets aqueux,

Considérant le présent rapport,

j'ai l'honneur de soumettre pour avis à la Commission Départementale compétente en matière d'environnement, de risques sanitaires et technologiques le projet de prescriptions complémentaires ci-joint, selon lequel la dérogation sur la température de rejet des eaux de refroidissement au Rhin Tortu de la société MONDELEZ pourrait être admise.

L'Inspecteur de l'environnement
(Installations classées)